

Résumé

Depuis la première Étude économique de la Chine publiée par l'OCDE en 2005, ce pays a continué de connaître une expansion rapide. L'activité résiste aussi remarquablement bien à la crise mondiale, grâce notamment à une action macroéconomique prompte et vigoureuse. Il est prévu que l'expansion économique se poursuive à moyen terme et que la Chine voie sa part dans l'économie mondiale augmenter encore. Malgré le recul récent de l'excédent de la balance des opérations courantes, certains déséquilibres demeurent, notamment un taux national d'épargne trop élevé, mais les réformes en cours devraient les atténuer au fil du temps. Les réformes structurelles se sont poursuivies sur un large front ces dernières années, l'accent étant de plus en plus mis sur la nécessité d'assurer la cohésion sociale. Malgré tout, des efforts sont en cours ou devront encore être consentis dans plusieurs domaines pour préserver l'amélioration du niveau de vie à plus long terme.

Renforcer le cadre de la politique monétaire. Le cadre de la politique monétaire de la Chine a peu à peu été davantage fondé sur les mécanismes du marché, la croissance monétaire étant le principal objectif intermédiaire. À terme, ce cadre devra accorder une moindre place aux contrôles quantitatifs de la liquidité et une plus grande aux variations des taux d'intérêt. Autoriser une plus grande flexibilité du taux de change et accorder un poids plus grand à un objectif d'inflation permettrait de moduler plus facilement la politique monétaire en fonction des conditions macroéconomiques intérieures.

Poursuivre l'ouverture des marchés de capitaux. Les institutions financières chinoises sont aujourd'hui généralement plus fortes et mieux réglementées qu'il y a quelques années et le secteur financier s'ouvre petit à petit. Cependant, d'autres réformes sont nécessaires, y compris la hausse des plafonds en matière d'investissement étranger dans ce secteur, l'expansion du marché des obligations de sociétés, la création d'un système formel d'assurance des dépôts pour les banques commerciales et le renforcement de la capacité de surveillance. De plus, une vigilance continue s'impose pour éviter une accumulation de prêts susceptibles d'être peu productifs.

Réduire les obstacles sur les marchés de produits. La concurrence est aujourd'hui robuste dans nombre de secteurs, mais les obstacles sur les marchés de produits restent globalement élevés, ce qui risque de freiner la croissance à plus long terme. La concurrence et les gains de productivité peuvent être favorisés par un assouplissement des liens traditionnels entre les entreprises d'État et les autorités centrales, la réduction des charges administratives, la possibilité d'une plus grande implication du secteur privé dans les secteurs de réseau et la diminution des obstacles à l'investissement direct de l'étranger dans les services.

Unifier les filets de sécurité sociale. Des réformes ambitieuses ont été lancées dans la sphère sociale ces dernières années et des progrès tangibles ont déjà été réalisés, notamment en ce qui concerne l'éducation et la couverture du filet de sécurité sociale, à l'exception cependant des migrants non déclarés. Pour progresser davantage, il faudra remédier à la fragmentation persistante de l'aide sociale et des systèmes de retraite et de santé et favoriser dans le même temps une plus grande solidarité budgétaire dans l'ensemble du pays.

Faciliter la mobilité de la main-d'œuvre. *Le marché du travail est résistant mais segmenté. Le système d'enregistrement et les restrictions qu'il implique pour l'accès des migrants aux services sociaux font obstacle à la mobilité de la main-d'œuvre et devraient être peu à peu assouplis.*

Consolider les régimes de retraite. *Pour assurer des taux de remplacement suffisants aux retraités, il faudra qu'une plus grande partie du coût des retraites, notamment dans les zones rurales, soit supportée par l'administration centrale et que l'âge de départ à la retraite soit relevé.*

Progresser encore dans la réforme des soins de santé. *Progresser vers des soins de santé universels, sûrs, abordables et efficaces exige qu'un plus grand rôle soit accordé aux soins primaires, que les hôpitaux soient gérés de façon plus efficace, que certains prix relatifs soient modifiés, que le personnel soit mieux formé et, en fin de compte, que les différents systèmes d'assurance soient fusionnés.*



Extrait de :
OECD Economic Surveys: China 2010

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-chn-2010-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: China 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-chn-2010-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.